

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE  
L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 26/09/2006 CONCERNANT LA  
MODIFICATION ET LA COORDINATION DU FONDS SOCIAL DENOMME FONDS  
DE SECURITE D'EXISTENCE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE  
L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS A LA DATE DU 01/01/2005

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises textiles ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers. Pour l'application de la présente convention, on entend par « ouvrier », les ouvriers et les ouvrières.

**Article 2**

Les statuts coordonnés du fonds social dénommé « Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers » sont joints en annexe.

**Article 3**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

**Article 4**

La convention collective de travail du 21/04/1981 instituant le fonds social dénommé « Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de Verviers » et en fixant les statuts (A.R. du 14/09/1981 - M.B. du 02/10/1981) modifiée par la convention collective de travail du 03/02/1986 (A.R. du 10/07/1986 - M.B. du 08/08/1986), par la convention collective de travail du 23/11/1987 (A.R. du 12/04/1988 - M.B. du 29/04/1988), par la convention collective de travail du 26/09/1988 (A.R. du 08/12/1988 - M.B. du 26/09/1988) par la convention collective de travail du 22/11/1993 (A.R. DU 11/07/1994 - M.B. du 21/09/1994) et par la convention collective de travail du 28/11/2001 (A.R. du 02/03/2004 - M.B. du 27/04/2004) est abrogée.

Fait à Verviers, le 26 septembre 2006.

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

07 -11- 2006

1 2 -01- 2007

81608 16/12001

NR.  
N°

**Paritätische Unterkommission der Textilindustrie des  
Verwaltungsarrondissements Verviers**

**Kollektives Arbeitsabkommen vom 26. September 2006 zur Abänderung und  
Koordination der Statuten des Sozialfonds „Fonds für Existenzsicherheit der  
Textilindustrie des Verwaltungsarrondissements Verviers“ ab 1. Januar 2005.**

---

Artikel 1.

Vorliegendes kollektives Arbeitsabkommen ist auf die Arbeitgeber und die Arbeitnehmer der Unternehmen, die der **paritätischen** Unterkommission der Textilindustrie des Verwaltungsarrondissements Verviers (PUK 120.01) **unterliegen**, anwendbar. Für die Anwendung **dieses** kollektiven Arbeitsabkommens werden mit „Arbeitern“ die Arbeiter und Arbeiterinnen gemeint.

Artikel 2.

Die Statuten des Sozialfonds „Fonds für Existenzsicherheit der Textilindustrie des Verwaltungsarrondissements Verviers“ sind **als** Anlage **beigefügt**.

Artikel 3.

Vorliegendes kollektives Arbeitsabkommen tritt **am** 1. Januar 2005 in Kraft und wird auf **unbestimmte** Zeit abgeschlossen.

Es kann von einer der **Parteien** unter der Voraussetzung einer Kündigungsfrist von sechs **Monaten gekündigt** werden, die durch einen an den Vorsitzenden der **paritätischen** Unterkommission der Textilindustrie des Verwaltungsarrondissements Verviers gerichteten Einschreibebrief per Post **mitgeteilt** wird.

Artikel 4.

Das kollektive Arbeitsabkommen vom **21.04.1981** zur Einstellung des Sozialfonds „Fonds für Existenzsicherheit der Textilindustrie des Verwaltungsarrondissements Verviers“ und zur Festlegung der Statuten (K.E. vom 14.09.1981 - B.S. vom 02.10.1981) **abgeändert** durch das kollektive Arbeitsabkommen vom 03.02.1986 (K.E. vom 10.07.1986 - B.S. vom **08.08.1986**), durch das kollektive Arbeitsabkommen vom 23.11.1987 (K.E. vom 12.04.1988 - B.S. 29.04.1988), durch das kollektive Arbeitsabkommen vom 26.09.1988 (K.E. vom 08.12.1988 - B.S. vom 28.12.1988), durch das kollektive Arbeitsabkommen vom 22.11.1993 (K.E. vom 11.07.1994 - B.S. 21.09.1994) und durch das kollektive Arbeitsabkommen vom 28.11.2001 (K.E. vom 02.03.2004 - B.S. vom 27.04.2004) wird aufgehoben.

Aufgestellt in Verviers am 26. September 2006

**FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE DE L'INDUSTRIE**  
**TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS**

**STATUTS COORDONNES**

**CHAPITRE I.- DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL**

**Article 1.-**

Le 1<sup>er</sup> janvier 1981 est institué un Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence de l'Industrie Textile de l'arrondissement administratif de Verviers".

**Article 2.-**

Le siège social du Fonds est établi à Verviers, à l'adresse suivante : rue de Bruxelles 41, 4800 Verviers.

**CHAPITRE II.- OBJET**

**Article 3.-**

Le Fonds a pour objet :

- 1°) de percevoir des cotisations nécessaires à son fonctionnement;
- 2°) d'octroyer des avantages sociaux complémentaires aux ouvriers visés à l'article 4;
- 3°) d'assurer la liquidation de ces avantages;
- 4°) la prise en charge des cotisations spéciales patronales sur la prépension conventionnelle à temps plein et à mi-temps;
- 5°) de rétribuer aux organisations représentatives les charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux.

**CHAPITRE m.- CHAMP D'APPLICATION**

**Article 4.-**

Les présents statuts s'appliquent aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01).

Il est entendu dans les présents statuts par "ouvriers" : les ouvriers et ouvrières.

## CHAPITRE IV.- OCTROI ET LIQUIDATION DES AVANTAGES SOCIAUX COMPLEMENTAIRES

### Article 5.-

Les ouvriers visés à l'article 4 ont droit à des avantages sociaux complémentaires à charge du Fonds dont la nature, le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont fixés par une convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et rendue obligatoire par arrêté royal.

### Article 6.-

En aucun cas, la liquidation des avantages sociaux complémentaires ne peut être subordonnée au versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent.

## CHAPITRE V.- GESTION

### COMITE DE GESTION

### Article 7.-

Le Fonds est géré par un Comité de gestion, composé **paritairement** d'un nombre pair de représentants d'employeurs et d'ouvriers (minimum 4 et maximum 8).

Les membres du Comité de gestion sont désignés - et ce, à concurrence d'une moitié pour chacun des deux groupes - respectivement par les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des travailleurs qui sont appelés à présenter des membres de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, à savoir actuellement : Febeltex et les sections régionales verviétoises de la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique, Textile, Vêtement et Diamant (F.G.T.B., Textile, Vêtement, Diamant) et de la C.S.C. Textura.

La durée du mandat des membres est de quatre ans.

Le mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membre de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01). Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la sous-commission paritaire appartenant au même groupe que le membre, dont le mandat prend fin.

### Article 8.-

Le Comité de gestion désigne chaque année en son sein un président et un vice-président. Par alternance annuelle, la présidence est assurée les années paires, par un membre du Comité de gestion représentant les organisations syndicales et les années impaires, par un membre du Comité de gestion représentant les employeurs.

Pour la vice-présidence, l'alternance est inversée.

#### Article 9.-

Le Comité de gestion se réunit aussi souvent que les intérêts du Fonds l'exigent, sur la convocation de son président. Celui-ci est tenu de convoquer le Comité à la demande de trois de ses membres.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les **procès-verbaux** des réunions du Comité de gestion sont établis par le secrétaire désigné par le Comité de gestion, signés par le président de séance et soumis à l'approbation du Comité de gestion. Les extraits ou copies de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou deux membres du Comité de gestion.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

Le vote n'est valable que si les deux tiers des membres représentant les employeurs et les deux tiers des membres représentant les travailleurs sont présents.

Un membre du Comité empêché pourra donner mandat par écrit à un de ses collègues de le représenter, sans qu'un membre de ce Comité puisse remplacer plus d'un collègue absent.

#### Article 10.-

Le Comité de gestion délègue à la Fédération Patronale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers l'administration du Fonds. Elle en assure la gestion journalière et exécute les décisions prises par le Comité de gestion.

#### Article 11.-

Le Comité de gestion examine et se prononce sur les rapports et documents lui communiqués par le secrétariat du Fonds. Le Comité de gestion a notamment pour mission de:

- a) proposer à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et ce, à l'échéance de chaque année civile, le taux de la cotisation à fixer par ladite sous-commission paritaire, pour l'année civile suivante s'il échet. A cet effet, le Comité de gestion prend en considération d'une part, le volume des rémunérations qui servent de base au calcul des cotisations et d'autre part, le coût des avantages sociaux dont le Fonds doit assurer le service, ainsi que le coût des frais d'administration;
- b) administrer le Fonds et prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement;
- c) déterminer le montant et les modalités de perception des frais d'administration ainsi que la quotité des recettes annuelles qui serviront à les couvrir.
- d) présenter chaque année, dans le courant du mois de juin, à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, un rapport écrit sur sa gestion de l'exercice écoulé.

#### Article 12.-

Les membres du Comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qui leur est imparti.

#### Article 13.-

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues au nom du Fonds et à la poursuite et la diligence du Président du Comité ou d'un membre du Comité de gestion.

Le Comité de gestion peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres, ou même à des tierces personnes.

Les actes de gestion journalière sont signés par les personnes désignées à cet effet par le Comité de gestion.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le Comité a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer les signatures conjointes de deux membres, un de chaque groupe sans que ces membres ne doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.

#### Article 14.-

Le Fonds peut procéder juridiquement pour le recouvrement des cotisations et à cette fin, peut faire procéder aux saisies conservatoires et aux saisies d'exécution, y compris pour les Fonds suivants :

- Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile verviétoise;
- Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers.

#### Article 15.-

Le Comité de gestion a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des intérêts matériels et moraux du Fonds, sans préjudice toutefois de ceux réservés à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, par la loi ou par les présents statuts.

Le Comité de gestion peut notamment faire passer tous contrats et marchés, acheter, vendre, échanger, acquérir, aliéner, prendre et donner à bail tous biens et immeubles nécessaires à la réalisation du but social, faire tous emprunts à court et à long terme, consentir tous droits réels sur les biens sociaux tant mobiliers qu'immobiliers, tels que privilèges, hypothèques, gages et autres, consentir la voie parée, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions, saisies et autres empêchements, avec ou sans constatation du paiement, renoncer à l'action résolutoire, nommer et révoquer tous directeurs ou collaborateurs, fixer leurs traitements, leurs attributions et le cas échéant, leur cautionnement, arrêter tous règlements d'ordre intérieur, compromettre et transiger.

## CHAPITRE VI.- FINANCEMENT

### Article 16.-

Le financement des avantages sociaux se fait comme suit :

- a) pour les bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période 1981-1985, sous forme d'avances sans intérêt à charge du Ministère des Affaires Economiques et par une cotisation patronale;  
  
cette cotisation patronale couvre jusqu'au 31 décembre 1985 1 % des dépenses annuelles et est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986, affectée au remboursement des avances sans intérêt;
- b) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1986 au 31 décembre 1990, par le budget du Ministère des Affaires Economiques;
- c) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 31 décembre 1990, par une cotisation patronale de 0,20 % des salaires bruts;
- d) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 31 décembre 1990, par une cotisation patronale complémentaire de 0,10 % des salaires bruts, perçue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1991, de sorte que la cotisation totale prévue aux c) et d) est de 0,30 %;
- e) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1992 au 31 décembre 1992, par une cotisation patronale complémentaire de 0,30 % des salaires bruts, perçue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d) et e) est de 0,60 %;
- f) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1993 au 31 décembre 1994, par une cotisation patronale complémentaire de 0,35 % des salaires bruts, qui sera perçue à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1993, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e) et f) est de 0,95 %;
- g) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 décembre 1996, par la cotisation patronale de 0,95 % dont question au littéra f) ci-dessus;
- h) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 1998, par une cotisation complémentaire de 0,40 % des salaires bruts, perçue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e), f), g) et h) est de 1,35%;
- i) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2000, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littéra h).

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, le calcul de la rémunération nette de référence s'effectue sur base du salaire normal à 100 %.

- j) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2002, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littera h).
- k) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 30 juin 2005, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littera h).
- l) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 31 décembre 2007, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littera h).

#### Article 17.-

- a) Les avances sans intérêt, dont question à l'article 16 a) sont mises trimestriellement et anticipativement sur base d'un budget annuel à la disposition du Fonds. Les avances sans intérêt couvrent 99 % des dépenses découlant de l'exécution de la convention collective de travail visée à l'article 5.
- b) Les cotisations patronales prévues à l'article 16 a) sont perçues selon les dispositions de l'article 19 et sont versées à la fin de chaque trimestre civil sur le compte du Ministère des Affaires Economiques jusqu'au moment où les avances sans intérêt seront remboursées.

#### Article 18.-

- a) La cotisation patronale prévue à l'article 16, a), s'élève à 1 % des dépenses annuelles découlant de la convention collective de travail visée à l'article 5, eu égard aux prépensionnés bénéficiaires désignés à l'article 16, a). Elle est à calculer sur les salaires bruts à 100 %. Le taux de cotisation est fixé à 0,025 %.
- b) La cotisation de 0,025 % dont question au littera a) ci-dessus est perçue trimestriellement par le Fonds et est calculée sur  $\frac{1}{4}$  du volume des salaires bruts des quatre trimestres de l'année précédente.
- c) La cotisation dont question à l'article 16, h), est perçue trimestriellement par le Fonds et est calculée sur les salaires bruts du trimestre échu.

#### Article 19.-

- a) Les cotisations sont perçues par le Fonds de sécurité d'existence de Verviers.

Le montant des cotisations est appelé aux quatre dates suivantes de chaque année : les 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> décembre.

Les cotisations dues pour chaque trimestre doivent être payées par l'employeur au plus tard le dernier jour du trimestre en cours.

Les sommes dues pour chaque trimestre doivent être versées par l'employeur auprès d'une banque déterminée par le Comité de gestion.

- b) L'employeur fait parvenir au Fonds, par trimestre et dans le même délai prévu à l'article précédent, une copie du relevé de la déclaration trimestrielle à l'O.N.S.S.



#### Article 20.-

Les cotisations non payées à l'expiration des 30 jours qui suivent la date de l'appel de Fonds adressé à l'employeur donnent, en outre, lieu à une majoration de 10 % sur le montant des cotisations dues, augmentée d'un intérêt de retard de 10 % sur le même montant, sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire à cet effet.

Aussi bien pour la perception des cotisations que pour le paiement des allocations sociales, le délai de prescription correspond à celui appliqué par l'Office National de Sécurité Sociale.

#### Article 21.-

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 14 janvier 1958, concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et rendue obligatoire par arrêté royal.

### CHAPITRE VII.- BUDGETS ET COMPTES

#### Article 22.-

Les comptes du Fonds seront vérifiés, annuellement et sur place, par l'Inspection des Finances auprès du Ministère des Affaires Economiques et par les services compétents de ce Ministère.

Le Fonds soumettra chaque année avant le 28 février, la situation des comptes au Ministère des Affaires Economiques. Le budget pour l'année suivante sera soumis au Ministère des Affaires Economiques avant le 31 décembre. Une révision du budget est possible avant le 1<sup>er</sup> juillet.

#### Article 23.-

L'exercice prend cours le 1<sup>er</sup> janvier et se clôture le 31 décembre.

#### Article 24.-

Chaque année, au plus tard, pendant le mois de décembre, un budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

#### Article 25.-

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable.

### CHAPITRE VIII.- CONTROLE

#### Article 26.-

Le Comité de gestion, ainsi que le réviseur ou expert-comptable, désignés par la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, en

application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue.

#### Article 27.-

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers pendant le mois de juin au plus tard.

### **CHAPITRE IX.- LIQUIDATION**

#### Article 28.-

Les avances sans intérêt prévues à l'article 17 sont remboursées par le Fonds. Le remboursement se fera annuellement et commencera après une période de cinq ans. Il sera égal au produit de la cotisation patronale supplémentaire qui sera prélevée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986. Le taux de cette cotisation supplémentaire sera au moins égal au taux de cotisation moyen fixé pour les années 1981 jusques et y compris 1985.

### **CHAPITRE X.- DISSOLUTION**

#### Article 29.-

La dissolution du Fonds peut avoir lieu sur décision unanime de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, lorsqu'il a satisfait à ses obligations résultant de l'accord protocolaire du 17 mars 1981 entre les organisations patronales et syndicales, le Ministre des Affaires Economiques et le Ministre du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, octroyant une indemnité complémentaire sous forme d'une prépension conventionnelle, et après que les avances visées à l'article 28 ont été remboursées.

#### Article 30.-

Lorsque des liquidités restent disponibles lors de la dissolution du Fonds, la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe leurs rémunérations.

Les capitaux restants du Fonds sont répartis comme suit :

Les ouvriers bénéficiaires reçoivent les avantages sociaux complémentaires, fixés par convention collective de travail conclue en application de l'article 5 de ces statuts, à partir de la date de la mise en liquidation du Fonds et jusqu'à épuisement complet des capitaux restants du Fonds.

Article 31.-

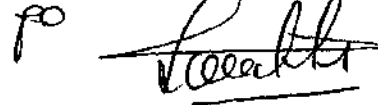
Les parties demandent que les présents statuts soient rendus obligatoires par arrêté royal.

Fait à Verviers, le 25 septembre 2006.

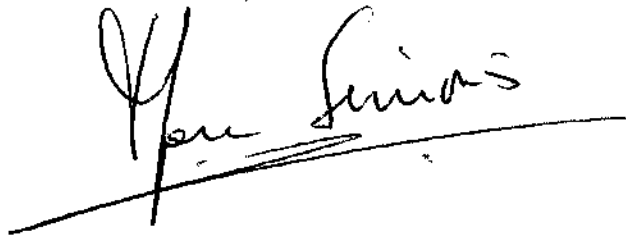
La C.S.C. Textura,  
P. BROCHARD

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P. Brochard', written over a horizontal line.

La F.G.T.B. Textile Vêtement et Diamant,  
Ch. HAUGLUSTAINE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Ch. Hauglustaine', written over a horizontal line.

La Fédération du Textile FEBELTEX,  
M. SIMONIS

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Simonis', written over a horizontal line.

**Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief  
arrondissement Verviers**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 26/09/2006 betreffende de wijziging en  
coördinatie van de statuten van het Sociaal fonds genaamd "Fonds de sécurité  
d'existence de l'industrie textile de Verviers" de dato 01/01/2005**

---

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de **ondernemingen** die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "werklieden" verstaan de werklieden en de werksters.

Artikel 2.

De gecoördineerde statuten van het sociaal fonds genaamd "*Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de Verviers*" zijn bijgevoegd als bijlage.

Artikel 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01 januari 2005 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Artikel 4.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 21/04/1981 tot oprichting van het Sociaal fonds genaamd "*Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de Verviers*" en tot vaststelling van zijn statuten (K.B. 14/09/1981 - B.S. 02/10/1981) gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 03/02/1986 (K.B. 10/07/1986 - B.S. 08/08/1986), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 23/11/1987 (K.B. 12/04/1988 - B.S. 29/04/1988), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 26/09/1988 (K.B. 08/12/1988 - B.M. 28/12/1988) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 22/11/1993 (K.B. 11/07/1994 - B.M. 21/09/1994) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28/11/2001 (KB van 02/03/2004 - BS van 27/04/2004) wordt opgeheven.

C Gedaan te Verviers op 26 september 2006

NEERLEGGING-DEPÔT	J REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	81608/6/12001
07-11-2006	12-01-2007	N°	

**FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID VAN DE TEXTEELNIJVERHEID UIT  
HET ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT VERVIERS**

**GECOÖRDINEERDE STATUTEN**

**Hoofdstuk I.- Benaming en sociale zetel**

Artikel 1.-

Met ingang van 1 januari 1981 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genoemd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers".

Artikel 2.-

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Verviers op het volgende adres: rue de Bruxelles, 41, 4800 Verviers.

**Hoofdstuk II.- Doel**

Artikel 3.-

Het Fonds heeft tot doel:

1. het innen van de bijdragen, nodig voor zijn werking;
2. het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de werklieden en werksters bedoeld in artikel 4;
3. de uitkering van deze voordelen te verzekeren;
4. het ten laste nemen van de speciale werkgeversbijdragen op het voltijds en conventioneel brugpensioen;
5. het betalen aan de representatieve organisaties van de administratie- en beheerskosten betreffende de betaling van de sociale voordelen.

**Hoofdstuk III.- Toepassingsgebied**

Artikel 4.-

Deze statuten van toepassing op de werkgevers en werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01).

In deze statuten wordt onder "werklieden" verstaan, de werklieden en werksters.

## **Hoofdstuk IV.- Toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen**

### Artikel 5.-

De in artikel 4 bedoelde werklieden hebben recht op aanvullende sociale voordelen ten **laste** van het fonds waarvan de aard, het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de **uitkeringsmodaliteiten** worden vastgesteld bij een collectieve **arbeidsovereenkomst**, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk **besluit**.

### Artikel 6.-

De uitkering van de aanvullende sociale voordelen **mag** in geen **geval** afhankelijk zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen die hem zijn opgelegd.

## **Hoofdstuk V.- Beheer**

### **BEHEERSCOMITE**

### Artikel 7.-

Het Fonds wordt beheerd door een beheerscomité dat paritair is samengesteld uit een gelijk aantal werkgevers- en **werknemersvertegenwoordigers** (minimaal 4 en maximaal 8).

De **leden** van het beheerscomité worden aangeduid - en dit met een **helft** voor **elk** van de **twee** groepen - respectievelijk door de representatieve beroepsorganisaties van de werkgevers en van de **werknemers** die de leden van het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers **moeten** voordragen, momenteel namelijk: Febeltex en de **regionale** afdelingen van Verviers van het Algemeen Belgisch Vakverbond Textiel, Kleding en Diamant (A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant) en van het A.C.V. Textura.

De duur van het mandaat van de beheerders bedraagt vier jaar.

Het mandaat eindigt wanneer zij ophouden **lid** te zijn van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid **uit** het administratief arrondissement Verviers (**P.S.C.** 120.01). In dat geval worden zij vervangen door een lid van het Paritair Subcomité dat behoort tot dezelfde groep **als** het lid waarvan het mandaat een einde **neemt**.

### Artikel 8.-

Elk jaar duidt het beheerscomité in zijn **midden** een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Via een jaarlijkse beurtrol **zal** het voorzitterschap tijdens de even jaren worden waargenomen door een lid van het beheerscomité die de vakorganisaties

vertegenwoordigt en de oneven jaren door een lid van het beheerscomité die de werkgevers vertegenwoordigt.

Voor het ondervoorzitterschap is de beurtrol omgekeerd.

#### Artikel 9.-

Het beheerscomité vergadert wanneer de belangen van het Fonds dit vereisen op uitnodiging van de voorzitter. Hij is verplicht het comité bijeen te roepen op vraag van drie van zijn leden.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden.

De notulen van de vergaderingen van het beheerscomité worden opgemaakt door de secretaris, aangesteld door het beheerscomité, en ondertekend door de voorzitter van de vergadering en ter goedkeuring voorgelegd aan het beheerscomité. De uittreksels of kopies van deze notulen, die door rechtbanken of andere instanties kunnen worden geëist, worden ondertekend door de voorzitter of door twee leden van het beheerscomité.

De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

De stemming is enkel geldig indien twee derden van de leden die de werkgevers vertegenwoordigen en twee derden van de leden die de werknemers vertegenwoordigen aanwezig is.

Een lid van het comité dat verhinderd is kan schriftelijk een mandaat geven aan een van zijn collega's om hem te vertegenwoordigen, zonder dat een lid van dit comité meer dan één afwezige collega kan vervangen.

#### Artikel 10.-

Het beheerscomité delegeert aan de werkgeversfederatie van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers de administratie van het Fonds. Zij verzekert het dagelijks beheer en voert de beslissingen uit die genomen zijn door het beheerscomité.

#### Artikel 11.-

Het beheerscomité onderzoekt en spreekt zich uit over de verslagen en de documenten die worden meegedeeld door de administrateur van het Fonds. Het beheerscomité heeft meer bepaald als taak:

- a) het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers bij het verstrijken van elk kalenderjaar voor te stellen het cijfer van de bijdrage vast te stellen door dit paritair subcomité voor het volgende kalenderjaar als het afloopt.

**Daarom neemt** het beheerscomité enerzijds het volume van de vergoedingen in aanmerking die **als** basis dienen voor de berekening van de bijdragen en anderzijds de kosten van de sociale voordelen waarvoor het Fonds de dienst **moet** verzekeren, evenals de kosten van de administratiekosten;

- b) het Fonds beheren en **alle** nodige maatregelen **nemen** voor de goede werking ervan;
- c) het bedrag en de inningsmodaliteiten bepalen van de administratiekosten, evenals het evenredig bedrag van de jaarlijkse ontvangsten die dienen om deze te dekken;
- d) **elk** jaar, in de **loop** van de **maand** juni, een **schriftelijk** verslag voorleggen aan het paritair subcomité voor de **textielnijverheid** uit het administratief arrondissement Verviers over haar beheer van het afgelopen boekjaar.

#### Artikel 12.-

De leden van het beheerscomité gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan betreffende de verbintenissen van het Fonds.

Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het beheersmandaat dat hen is toegekend.

#### Artikel 13.-

De gerechtelijke handelingen, zowel als eiser als als verweerder, worden ondernomen uit naam van het fonds op vervolging en benaarding van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

Het beheerscomité kan bijzondere en bepaalde bevoegdheden overdragen aan een of meer van zijn leden of zelfs aan derden.

De handelingen van dagelijks beheer worden ondertekend door de personen die daartoe aangewezen zijn door het beheerscomité.

Voor **alle** andere handelingen dan die waarvoor het comité bijzondere opdrachten heeft gegeven, volstaat de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één van iedere groep zonder dat deze beheerders van **enige** beraadslaging of machtiging **moeten laten** blijken, opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden.

#### Artikel 14.-

Het Fonds kan juridisch optreden voor de inning van de bijdragen en daarvoor laten overgaan tot bewarend en uitvoerend beslag, met inbegrip van de volgende Fondsen:

- Fonds voor **aanvullende** verzekering voor de textielnijverheid in Verviers;



- Paritaire compensatiekas voor de sociale instellingen van de textielnijverheid in Verviers.

#### Artikel 15.-

Het beheerscomité **heeft** de **meest** uitgebreide bevoegdheden voor de **administratie** en het beheer van de materiële en **morele** belangen van het Fonds, ongeacht deze gereserveerd voor het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het **administratiefarrondissement** Verviers, door de wet of door deze statuten.

Het beheerscomité **mag** hiervoor namelijk **alle** contracten en overeenkomsten sluiten en verlijden, **alle** roerende en onroerende goederen die nodig zijn **om** het sociaal **doel** te bereiken, kopen, verkopen, ruilen, verwerven, overdragen, huren en verhuren, **alle** leningen op korte of lange **termijn** aangaan, **alle** werkelijke rechten **zowel** op de roerende **als** onroerende goederen toestaan, **zoals** voorrechten, hypotheken, panden en andere, toestemmen in de dagelijkse uitwinning, handlichting verlenen van **alle** bevoorrechte of **hypothecaire** inschrijvingen, alsmede **alle** bevelen **tot** betaling, overschrijvingen, beslagleggingen of andere beletselen, met of zonder vaststelling van betaling, doen betekenen, afzien van de rechtsvordering **tot** ontbinding, **alle** directeurs of beambten, benoemen en **afzetten**, hun wedden en hun bevoegdheden vaststellen en, desnoods, hun borgstelling, **alle** huishoudelijke reglementen vastleggen, dadingen treffen en compromissen aangaan.

### **Hoofdstuk VI.- Financiering.**

#### Artikel 16-

De financiering van de aanvullende sociale voordelen gebeurt als volgt:

- a) voor de rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode 1981-1985**, door renteloze voorschotten ten **laste** van het Ministerie van Economische Zaken en door een werkgeversbijdrage;

deze werkgeversbijdrage **dekt tot 31 december 1985** 1 % van de jaarlijkse uitgaven en wordt vanaf 1 **januari 1986** aangewend **tot** terugbetaling van de renteloze voorschotten;

- b) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode van 1 januari 1986 tot 31 december 1990**, door de begroting van het Ministerie van Economische Zaken;
- c) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode van 1 januari 1990 tot 31 december 1990** door een werkgeversbijdrage van 0,20% van de brutolonen;

- d) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode** van 1 januari 1990 tot 31 december 1990 door een aanvullende werkgeversbijdrage van 0,10 % van de brutolonen, geïnd **vanaf** 1 januari 1991, zodat de totale bijdrage bepaald in c) en d) 0,30 % bedraagt;
- e) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode** van 1 januari 1992 tot 31 december 1992, door een aanvullende werkgeversbijdrage van 0,30 % van de brutolonen, geïnd **vanaf** 1 januari 1992, zodat de totale bijdrage bepaald in c), d) en e) 0,60 % bedraagt;
- f) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode** van 1 januari 1993 tot 31 december 1994, door een aanvullende werkgeversbijdrage van 0,35 % van de brutolonen, geïnd **vanaf** 1 juli 1993, zodat de totale bijdrage bepaald in c), d), e) en f) 0,95 % bedraagt;
- g) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode** van 1 januari 1995 tot 31 december 1996 door de werkgeversbijdrage van 0,95 % waarvan sprake in littera f) hierboven;
- h) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode** van 1 januari 1997 tot 31 december 1998, door een aanvullende bijdrage van 0,40 % van de brutolonen, geïnd vanaf 1 januari 1998, zodat de totale bijdrage bepaald in c), d), e), f), g) en h) 1,35 % bedraagt;
- i) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode** van 1 januari 1999 tot 31 december 2000, door de werkgeversbijdrage van 1,35 % waarvan sprake in littera h);

Vanaf 1 januari 1999 gebeurt de berekening van het netto referteloan op basis van het normale loon aan 100 %;

- j) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode** van 1 januari 2001 tot 31 december 2002, door de werkgeversbijdrage van 1,35 % waarvan sprake in littera h);
- k) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode** van 1 januari 2003 tot 31 december 2005, door de werkgeversbijdrage van 1,35 % waarvan sprake in littera h);
- l) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de **periode** van 1 juli 2005 tot 31 december 2007, door de werkgeversbijdrage van 1,35% waarvan sprake in littera h).

### Artikel 17.-

- a) De renteloze voorschotten, waarvan sprake in artikel 16 a) worden trimestrieel en bij voorbaat op basis van een jaarlijkse begroting ter beschikking gesteld van het Fonds. De renteloze voorschotten dekken 99 % van de uitgaven die voortvloeien uit de uitvoering van de collectieve **arbeidsovereenkomst** bedoeld in artikel 5.
- b) De werkgeversbijdragen bepaald in artikel 16 a) worden volgens de bepalingen van artikel 19 geïnd en worden op het einde van ieder kalenderkwartaal op de rekening van het Ministerie van Economische Zaken gestort **tot** op het ogenblik dat de renteloze voorschotten terugbetaald zijn.

### Artikel 18.-

- a) De werkgeversbijdrage bepaald in artikel 16 a) bedraagt 1 % van de jaarlijkse uitgaven die voortvloeien uit de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld bij artikel 5, ten aanzien van de rechthebbende bruggepensioneerden aangeduid in artikel 16a). Zij **moet** berekend worden op de brutolonen aan 100 %. De bijdragevoet wordt vastgesteld op 0,025 %.
- b) De werkgeversbijdrage van 0,025 % waarvan sprake in littera a) hierboven wordt trimestrieel geïnd door het Fonds en wordt berekend op VA van het volume van de brutolonen van de vier kwartalen van het vorig jaar.
- c) De bijdrage waarvan sprake in artikel 16 h) wordt trimestrieel geïnd door het Fonds en wordt berekend op de brutolonen van het vorige kwartaal.

### Artikel 19.-

- a) De bijdragen worden geïnd door het Fonds voor bestaanszekerheid van Verviers.

Het bedrag van de bijdragen wordt geïnd op de vier volgende data van **elk** jaar:  
1 **maart**, 1 juni, 1 september en 1 december.

De verschuldigde bijdragen voor elk kwartaal **moeten** door de werkgever betaald worden uiterlijk op de laatste dag van het lopende kwartaal.

De verschuldigde **sommen** voor elk kwartaal moeten door de werkgever gestort worden bij een bank bepaald door het beheerscomité.

- b) De werkgever bezorgt het Fonds, per kwartaal in binnen dezelfde **termijn** bepaald in het vorige artikel, een kopie van de aflossing van de **kwartaalaangifte** aan de R.S.Z.

#### Artikel 20.-

De bijdragen die **niet** betaald zijn bij het aflopen van de **30 dagen** die volgen op de oproepdatum van het Fonds gericht aan de werkgever geven bovendien recht op een verhoging van 10 % op het bedrag van de verschuldigde bijdragen, verhoogd met een nalatigheidinterest van 10 % op hetzelfde bedrag, zonder dat hiervoor een ingebrekestelling nodig is.

**Zowel** voor de inning van de bijdragen **als** voor de betaling van de sociale uitkeringen **komt de verjaringstermijn** overeen met deze die wordt toegepast door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

#### Artikel 21.-

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid kan het bedrag van de bijdragen slechts gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk **besluit**.

### Hoofdstuk VU.- Begrotingen en rekeningen

#### Artikel 22.-

De rekeningen van het Fonds, **zullen** jaarlijks ter plaatse worden nagezien door de inspectie van **Financiën** van het Ministerie van Economische Zaken en door de bevoegde diensten van dit Ministerie.

Het Fonds **zal elk jaar vóór** 28 februari de stand van de rekeningen voorleggen aan het Ministerie van Economische Zaken. De begroting van het volgend jaar zal **vóór 31 december** voorgelegd worden aan het Ministerie van Economische Zaken. Een herziening van de begroting is mogelijk **vóór** 1 juli.

#### Artikel 23.-

Het boekjaar begint op 1 januari en sluit op 31 december.

#### Artikel 24.-

**Elk jaar** wordt, uiterlijk tijdens de **maand** december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers voorgelegd.

#### Artikel 25.-

Op 31 december **worden** de rekeningen van het **afgelopen** jaar afgesloten. De **afsluiting** en de balans dienen boekhoudkundig voldoende omschreven te zijn.

### Hoofdstuk VIII.- Toezicht

#### Artikel 26.-

Het beheerscomité, alsmede de bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks ieder een **schriftelijk** verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

#### Artikel 27.-

De balans, **samen** met **voornoemde schriftelijke** jaarlijkse verslagen, dienen uiterlijk tijdens de **maand** juni ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers voorgelegd te worden.

### Hoofdstuk IX.- Uitbetaling

#### Artikel 28.-

De in artikel 17 bepaalde renteloze voorschotten worden terugbetaald door het Fonds. De terugbetaling zal jaarlijks gebeuren en begint na een **periode** van vijfjaar. Ze zal gelijk zijn aan de opbrengst van een bijkomende werkgeversbijdrage, die **vanaf** 1 januari 1986 zal geheven worden. De bijdragevoet van deze bijkomende bijdrage zal minstens gelijk zijn aan de gemiddelde bijdragevoet vastgesteld voor de jaren 1981 tot en met 1985.

### Hoofdstuk X.- Ontbinding

#### Artikel 29.-

Het Fonds kan ontbonden worden bij eenparige beslissing van het Paritaire Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers nadat het zijn verplichtingen voortvloeiend uit de protocollaire overeenkomst van 17 maart 1981 tussen de werkgevers- en **werknemersorganisaties**, de Minister van Economische Zaken en de Minister van de **Federale** Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg tot toekenning van een aanvullende vergoeding door **middel** van een conventioneel brugpensioen en na terugbetaling van de in artikel 28 bedoelde voorschotten heeft vervuld.

### Artikel 30.-

Indien bij de ontbinding van het Fonds gelden beschikbaar blijven, wijst het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratiefarrondissement Verviers de vereffenaars aan en bepaalt hun bevoegdheden en bezoldiging.

Het overblijvend vermogen van het Fonds krijgt dan volgende bestemming:

De rechthebbende werklieden ontvangen vanaf de datum van het in vereffening stellen van het Fonds en **tot** volledige uitputting van het overblijvende vermogen van het Fonds de aanvullende sociale voordelen vastgesteld bij collectieve **arbeidsovereenkomst** gesloten in toepassing van artikel 5 van deze statuten.

### Artikel 31.-

De partijen vragen dat deze statuten algemeen verbindend verklaard worden bij koninklijk besluit.

Gedaan te Verviers op 25 september 2006.